

certitude chez les investisseurs qu'il n'y aura pas un retour des hausses de coûts. Car si je ne m'abuse ces hausses sont une des causes principales de nos difficultés économiques actuelles.

Donc le gouvernement est intervenu et continue de le faire pour faire baisser les coûts. Trois choses méritent d'être signalées à cet égard, tout d'abord, la Commission de lutte contre l'inflation. Nous avons réduit les coûts. Je comprends que les partis d'opposition veuillent se débarrasser de cette commission, comme ils le disent depuis deux ans, je pense, dans un cas et depuis peut-être un an dans l'autre. Néanmoins, nous avons réussi à réduire le taux des augmentations salariales qui, de 22 p. 100 qu'il était dans le premier semestre de 1975, avant la création de la Commission a été ramené à 14 p. 100 en 1976 et 8.5 p. 100 en 1977.

Nous avons réduit les coûts, et dans le même temps l'indice des prix à la consommation a diminué. Si l'on considère les deux ans depuis lesquels existe la Commission de lutte contre l'inflation, on voit que nous avons atteint notre but. Nous avons fait mieux que prévu pendant la première année, en réussissant à ralentir l'inflation plus vite que les lignes directrices ne le prévoyaient. Cela a été dû pour une part non négligeable à la baisse des prix alimentaires, comme l'opposition n'a cessé de le rappeler. La réussite a été un peu moins brillante pendant la deuxième année, les prix alimentaires nous ayant moins favorisés. Mais dans l'ensemble, les deux années de contrôle ont donné à peu près exactement les résultats attendus. Nous avons réduit les coûts et nous avons fait baisser l'indice des prix à la consommation.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Le chef de l'opposition nous a enjoint il y a quelques minutes de lever les contrôles. Monsieur l'Orateur, nous aimerions bien le faire. Nous ne demandons pas mieux. Mais ce n'est pas parce que nous avons réussi à rabaisser un taux d'inflation qui était supérieur à 10 p. 100 qu'il faut croire que ce rattrapage est suffisant. Il nous reste encore un problème de chômage qui persiste parce que nos coûts depuis plusieurs années sont beaucoup plus élevés que ceux de nos concurrents.

Nous avons toujours dit que nous lèverions les contrôles. Nous voulons les lever. Nous avons essayé de le faire l'été dernier; le ministre des Finances s'était donné comme objectif le 14 octobre. Mais nous n'étions disposés à le faire que si les syndicats et les employeurs étaient prêts à collaborer pour contenir l'inflation. Autrement dit, comme nous l'avons dit quand nous avons imposé les contrôles en octobre 1975, nous ne pouvons que donner aux Canadiens l'occasion de s'engager à collaborer pour contenir les poussées inflationnistes. Cela doit venir de nous. Ce doit être un acte de volonté collective. Ces deux dernières années, pendant l'application des contrôles, je pense que les Canadiens ont fait preuve d'une modération remarquable.

Les règlements salariaux négociés au cours de la deuxième année des contrôles étaient inférieurs aux directives de la Commission de lutte contre l'inflation dans 70 p. 100 des cas. Cela montre que les employeurs et les syndicats canadiens ont fait preuve de modération dans la grande majorité des conventions négociées. Cela montre que les Canadiens peuvent faire preuve de détermination. Mon collègue, le ministre des Finances, annoncera demain la date de la levée des contrôles. Les Canadiens doivent comprendre que ce n'est qu'à cause de ce

L'Adresse—Le très hon. M. Trudeau

changement d'attitude que nous pouvons fût-ce envisager de fixer une date. On retrouve aussi ce changement d'attitude au chapitre des grèves qui s'est beaucoup amélioré cette année par rapport à l'année dernière—63 p. 100 moins de grèves en 1977 qu'en 1976.

● (1642)

Le député de Hamilton me demande souvent quel genre de discipline convient le mieux aux Canadiens. Eh bien, monsieur l'Orateur, c'est là un bon exemple d'auto-discipline, et les Canadiens commencent à se rendre compte des progrès qu'ils pourront réaliser, sur le plan économique, s'ils sont disposés à collaborer. En effet, si nous examinons les données concernant notre balance commerciale, nous constatons que nous avons beaucoup progressé par rapport à l'an dernier. Notre excédent au chapitre du compte des marchandises a considérablement augmenté. Il s'élevait à 2.5 millions de dollars à la fin du mois d'août. La tendance s'est renversée. On commence à sentir chez les Canadiens la discipline et la modération dont nous les avons exhortés à faire preuve.

Bien entendu, nous avons été aidés en cela—et il faut bien l'admettre—par la dévaluation du dollar canadien. Il a baissé de 12c. en un an, monsieur l'Orateur. Ce n'était pas une manigance du gouvernement. Chacun sait que le dollar est au taux flottant et que les marchés monétaires du monde cherchaient tout simplement à nous faire comprendre que nos prix étaient trop élevés, et que le Canada n'était pas l'endroit idéal où investir et c'est pourquoi nous avons cherché à y remédier en dévaluant le dollar canadien sur le marché international. Ce qu'il y a de bien dans ce système, c'est que tout en nous faisant prendre conscience de la réalité, il nous permet également de redresser ce qui va mal dans notre économie. En effet, cela signifie—et ce principe remonte à Adam Smith, et même le chef des néo-démocrates le comprendra, j'en suis sûr—que lorsque la valeur du dollar diminue, nos exportations intéressent davantage les pays étrangers et nos importations coûtent plus cher.

M. Broadbent: Page 321, première édition.

M. Trudeau: Bien entendu, le problème qui se pose, lorsque les exportations augmentent et que les importations diminuent, c'est que les prix augmentent au Canada. C'est là qu'est le piège. Si les Canadiens disent: «Bon, nos prix sont plus élevés, nous payons plus cher pour des marchandises importées ou pour celles qui les remplacent et nous allons donc nous efforcer d'accroître nos revenus monétaires», eh bien là, toutes les mesures que nous avons prises pour corriger la situation en dévaluant le dollar ont échoué. Car à ce moment là, nos prix augmentent et nous ne sommes plus compétitifs sur le marché international.

J'ai déjà cité des statistiques qui indiquent que les salaires moyens au Canada étaient, il y a quelques mois, supérieurs de 7 p. 100 à ceux des États-Unis. Aujourd'hui, l'écart n'est que de 2 p. 100. Que s'est-il passé entretemps? Le dollar canadien a été dévalué et notre position concurrentielle s'est tout d'un coup améliorée. Mais nous devons veiller à ne pas mal interpréter cet état de choses, monsieur l'Orateur. Nous devons bien comprendre que si nous cherchons à accroître nos recettes pour compenser la hausse de prix des produits importés, nous aurons perdu l'occasion de favoriser la croissance économique et de créer de nouveaux emplois. Autrement dit, nous ne